



Communiqué de presse

Pour diffusion immédiate

La banque CIBC constate que les compressions budgétaires du gouvernement fédéral vont brider la croissance économique

Ottawa, le 30 août 2012 – La Banque CIBC indique dans un rapport publié le 28 août que les réductions de dépenses annoncées par les gouvernements de quatre provinces et par le gouvernement fédéral dans son dernier budget vont avoir un impact plus grand que prévu sur la croissance du PIB.

Dans son rapport, l'économiste en chef à la Banque CIBC précise : « Nous estimons que les dépenses publiques réelles chuteront de 0,9 % en 2013 et 2014, soit à peine moins que la baisse prévue de l'exercice en cours. Par année civile, cela indique un recul d'environ 0,2 point de pourcentage au chapitre de la croissance réelle du PIB. » L'étude signale aussi que la croissance économique aurait été de l'ordre de 3% plutôt que de 1,8% pour la période de douze mois qui s'est terminée avec le premier trimestre de l'année 2012.

L'Association canadienne des employés professionnels (ACEP) avait prédit en février 2012 que les compressions budgétaires annoncées par le fédéral auraient un impact négatif sur la croissance économique du Canada. À l'époque, le ministre canadien des Finances, Jim Flaherty, avait rejeté les conclusions de l'analyse réalisée par l'ACEP en assurant que les réductions des dépenses ne ralentiraient pas la croissance économique.

« On constate aujourd'hui que la réalité a rattrapé le gouvernement canadien, estime le président de l'ACEP, Claude Poirier. Comment en effet croire que l'on puisse stimuler l'économie en réduisant les dépenses gouvernementales de 5,3\$ milliards et relancer l'emploi en coupant 19 200 postes dans la fonction publique fédérale? Le portrait tracé par la CIBC d'une économie ralentie par les mesures de restriction - avec toutes ses incidences négatives sur l'emploi - est plus près de la réalité que le discours teinté de rose du ministre des Finances. Il serait temps que le gouvernement canadien révise sa stratégie et se consacre plutôt à appuyer la croissance économique qu'à la brider. »

En s'appuyant sur les données budgétaires déposées par le gouvernement fédéral en mars 2012, l'ACEP avait analysé l'impact de ces mesures sur la croissance de l'économie et sur l'emploi. En utilisant un modèle économique développé par Statistique Canada, le syndicat avait indiqué qu'en plus des 19 200 emplois perdus dans la

fonction publique fédérale, pas moins de 40 000 emplois du secteur privé seront supprimés en raison de l'impact de réduction des dépenses.

L'ACEP représente quelque 13 000 économistes et employés en sciences sociales qui conseillent le gouvernement sur les politiques publiques et offrent du soutien juridique, 1 000 traducteurs, interprètes, terminologues qui assurent le visage bilingue du gouvernement et 85 analystes et adjoints de recherche à la Bibliothèque du Parlement.

-30-

Renseignements : Pierre Lebel, relations avec les médias
613-236-9181 ou cel. 613-889-1027
plebel@acep-cape.ca

Communiqué de presse de la

CIBC : <http://micro.newswire.ca/release.cgi?rkey=2008282158&view=44214-1&Start=&htm=0>

Le rapport « Economic Insights » de la CIBC (en anglais) : http://research.cibcwm.com/economic_public/download/eiaug12.pdf